

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



DECLARATION

DE SON EXCELLENCE FRANÇOIS BOZIZE,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A L'OCCASION DE LA REUNION PLENIERE
DE HAUT NIVEAU DE LA 60 EME SESSION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU

.....

NEW YORK, LE 15 SEPTEMBRE 2005

MISSION PERMANENTE DE LA REPLBLIQUE CENTRAFRICAINE
AUPRES DES NATIONS UNIES
51 CLIFTON AVENUE • SUITE 2008 • NEWARK, NEW JERSEY 07104
TEL: (973) 482-9161 FAX: (973) 350-1174

Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Monsieur le Secrétaire général des Nations-Unies,

Mesdames, Messieurs,

La réflexion que nous avons portée sur l'état du monde il y a aujourd'hui 5 ans nous a conduit, au terme d'une évaluation conséquente, à cette résolution de tout mettre en oeuvre pour contribuer à améliorer la condition du monde d'ici à l'année 2015.

C'est le sens à donner à l'adoption de la Déclaration du Millénaire par laquelle nous nous engageons à nous attaquer, de manière solidaire, aux problèmes de sécurité, de paix, de développement, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cinq ans après, pouvons-nous mesurer cet engagement ?

Avant de donner mon sentiment sur la question, je voudrais redire toute notre appréciation positive quant à la manière dont le Président de l'Assemblée générale, Monsieur Jean PING, a conduit les travaux de la 59e session finissante. Je rends à travers lui un hommage renouvelé au Doyen EL HADJ OMAR BONGO ONDIMBA ainsi qu'aux autres Chefs d'Etat de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) qui ont beaucoup contribué à l'essor du renouveau démocratique en République Centrafricaine.

Notre soutien reste également acquis à notre Frère KOFI ANNAN, Secrétaire général de l'ONU, dont l'action continue de sensibilisation auprès des Etats pour la mise en oeuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement demeure constante et remarquable.

Monsieur le Président,

La condition qui était celle de la République Centrafricaine avant le 15 Mars 2003 ne pouvait autoriser le moindre progrès sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Avant cette date, toutes les institutions de l'Etat étaient disloquées, le pays économiquement ruiné et occupé par des troupes étrangères non conventionnelles, la jeunesse livrée à elle-même, les libertés fondamentales bafouées !

Il aura donc fallu ce sursaut patriotique qui a permis d'instaurer une Transition consensuelle qu'a pleinement soutenue la Communauté internationale pour mettre fin à la division du pays et nous permettre surtout d'organiser de manière transparente et crédible comme l'ont reconnu les observateurs internationaux, les élections générales qui nous ont valu aujourd'hui le retour de notre pays à la légalité constitutionnelle.

C'est pour moi, l'occasion de remercier du fond du coeur la Communauté internationale à commencer par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation Internationale de la Francophonie, qui ont bien voulu nous accompagner dans cet effort de retour à la légalité constitutionnelle.

Je saisis l'occasion pour dire à l'endroit du Pays hôte que la République Centrafricaine, qui a connu au cours des six dernières semaines des pluies diluviennes ayant provoqué de nombreux dégâts ne peut qu'exprimer un fort sentiment de compassion et de sympathie à l'égard des Etats-Unis d'Amérique durement frappés par le passage de l'ouragan KATRINA dans le golfe du Mexique.

C'est le lieu de souligner que face aux difficultés de toutes sortes que peuvent rencontrer les Etats membres de l'ONU, grands ou petits, la solidarité doit demeurer le maître mot. La paix au niveau global de notre planète est à ce prix.

Mon pays qui émerge difficilement d'une longue décennie de crise, éprouve un besoin fort de solidarité.

Après la période de transition, une nouvelle période s'ouvre pour lui, celle de la reconstruction.

Du haut de cette tribune, je lance un appel à la solidarité. Le peuple centrafricain qui s'efforce de panser les plaies de la crise, a besoin de l'appui de tous ses amis, pour s'engager résolument et durablement sur le chemin de la paix et de la stabilité.

Certes, l'effort principal doit venir de nous-mêmes. Je puis vous assurer que le peuple centrafricain est déterminé à prendre son destin en mains. Le Gouvernement a pris des mesures courageuses pour rétablir la sécurité sur tout le territoire national, apaiser le climat politique, assainir les effectifs de la Fonction Publique et améliorer les recettes de l'Etat.

De la même façon, des actions sont menées pour relancer les principales productions du pays.

Mais tous ces efforts demandent du temps pour porter leurs fruits.

Sans un appui immédiat et fort de la Communauté internationale, particulièrement des Institutions de Bretton Woods, le risque d'un retour à la case départ demeure grand.

Depuis l'achèvement du processus électoral, le Peuple centrafricain ne cesse de s'interroger sur la timidité de l'appui financier de ses amis, les mêmes qui l'ont pourtant aidé à réussir au plan politique la Transition consensuelle. Il serait regrettable d'avoir parcouru un chemin aussi remarquable et de ne pouvoir aller plus loin.

Il vaut mieux prévenir que guérir, n'est-ce pas ? Ce qui veut dire que l'appui résolu à la reconstruction du pays est la seule façon raisonnable d'éviter le retour en arrière, tant il est vrai que l'extrême pauvreté est la cause essentielle des tensions susceptibles de relancer la crise.

Le Secrétaire général dit, dans son rapport de mars 2005, je cite : « si le combat n'est pas livré sur tous les fronts, aucune victoire ne sera possible ».

J'ajoute que c'est le combat sur le front de la solidarité face à la pauvreté qu'il nous faut mener ensemble au sortir de cette réunion plénière.

Nul ne peut mettre en doute les services que l'ONU a rendus pour rétablir et consolider la sécurité et la paix dans le monde. De la même façon, nul ne saurait contester la pertinence des propositions faites par le Secrétaire général en vue de redynamiser notre Organisation.

Aussi, pour lui donner plus de force et de crédibilité, nous devons donc saisir l'opportunité que nous offre la présente réunion plénière pour nous engager solennellement vers des décisions fermes et courageuses.

En tant que pays africain, membre de l'Union Africaine, nous adhérons pleinement à la position de cette Union Africaine qui réclame un rééquilibrage des responsabilités au sein des organes de l'ONU en vue d'une place plus juste pour le continent africain.

En ce qui concerne les Droits de l'Homme, mon Gouvernement réaffirme solennellement son engagement à oeuvrer sans relâche pour la refondation de l'Etat de droit. A cet effet, il mettra l'accent sur le renforcement des capacités des institutions nationales des Droits de l'Homme, et respectera l'ensemble de ses obligations internationales.

Pour finir, je formule le voeu qu'une solidarité plus agissante joue entre les Etats membres afin de favoriser partout dans le monde la promotion de la paix, du développement, de la sécurité et des droits de l'homme.

Je vous remercie.